

# Une introduction au droit international de l'éthique des affaires

Raphaël Maurel, Ass. Prof. UBE, Institut univ. de France

1

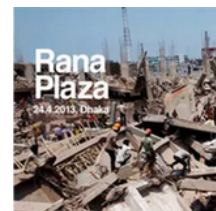
## Notions



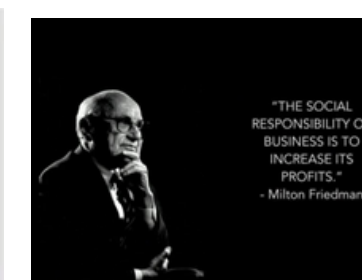
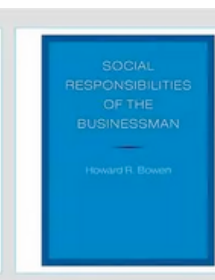
- La morale vise tout champ normatif prétendant définir des principes universels valables en tout temps et en tous lieux.
- L'éthique vise les valeurs d'une société ou d'une profession en cherchant à déterminer "ce qui est bien et juste ici et maintenant".
- La déontologie vise les devoirs d'une personne dans l'exercice de ses fonctions.
- La RSE est une erreur de l'histoire

2

## Mécanisme des "propagations normatives"



...



- Directive 82/501/CEE relative aux risques d'accidents graves que présentent certaines activités industrielles (Seveso I) (1982) puis Directive 96/82/CE (Seveso II) (1996)
- Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE (1999, révisés en 2023).
- Sarbanes-Oxley Act (SOX) (États-Unis, 2002)
- Résolution du Conseil des ministres sur la responsabilité sociale des entreprises (2003)
- Convention des Nations Unies contre la corruption (2003)
- Directive 2006/43/CE (2006) Concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés.
- Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (Principes de Ruggie) (2011)
- Directive 2014/95/UE (2014) Modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières.
- Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 Relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (France)
- Loi du 24 octobre 2019 Instaurant un devoir de diligence pour empêcher la fourniture de biens et de services créés en recourant au travail des enfants (Pays-Bas)
- Loi du 16 juillet 2021 Sur le devoir de diligence des entreprises pour éviter les violations des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement (Allemagne)
- Directive (UE) 2022/2464 (CSRD) (2022)
- Directive (UE) 2024/1760 (CSD3D) (2024) / Omnibus
- Traité des NU ?

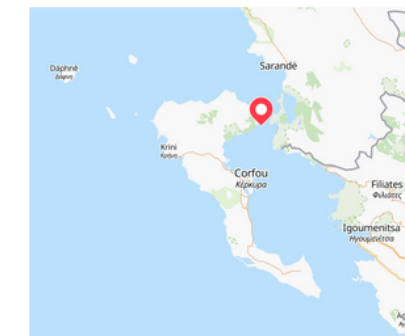
critiques ?

« Les règles sont omniprésentes dans la société, mais leur incomplétude inhérente devient évidente lorsque l'on examine leurs caractéristiques. L'excès et l'insuffisance d'inclusion qui font partie de l'essence d'une règle rendent les règles incapables de s'appliquer à toutes les situations et suscitent le besoin d'autres sources d'orientation, y compris l'éthique, pour nous aider à décider de la manière d'agir. [...] La reconnaissance éthique est plus difficile parce que les règles, par nature, nous découragent de faire des choix ; le raisonnement moral est entravé parce que les règles ne nous stimulent pas à des niveaux cognitifs plus élevés, post-conventionnels ; la détermination morale est affaiblie parce que les règles externes deviennent et sont considérées comme une plus grande motivation de conduite que nos valeurs intrinsèques ; et l'action éthique est rendue plus difficile parce que suivre des règles est souvent simplement moins complexe que de considérer et d'appliquer des principes éthiques ».

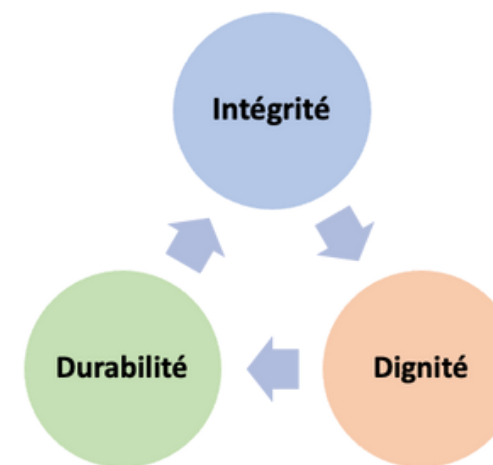
Michael L. Michael, « Business Ethics: The Law of Rules », *Business Ethics Quarterly*, 2006, vol. 16, n°4, p. 497.

solution ?

obligation, pour tout État, de ne pas laisser utiliser son territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres États



<b>Chapitre 3. Une théorie du droit international de l'éthique des affaires</b>	135
§ 1. Les prérequis doctrinaux	135
A. L'approche pluraliste de l'ordre juridique	136
B. La relativisation de la distinction public / privé	140
C. L'approche transnationale du « droit international »	141
§ 2. Énoncé de la théorie : les trois piliers du droit international de l'éthique des affaires	143
A. L'éthique de l'intégrité	145
B. L'éthique de la dignité	147
C. L'éthique de la durabilité	149
§ 3. Quelques réflexions sur les sources du droit international de l'éthique des affaires	151
A. Remarques sur les sources conventionnelles	154
B. Remarques sur les sources coutumières	161
C. Remarques sur les actes des organisations internationales	165
D. Remarques conclusives sur les actes des entreprises	170



Raphaël Maurel

Introduction au droit international de l'éthique des affaires



marc & martin  
Droit International



3

## Une théorie du DIEA ?



1

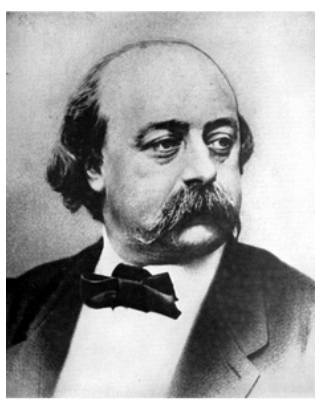
# L'éthique

« Le plus grand vol de propriété intellectuelle de l'histoire » : l'industrie de la musique prête à défendre face à l'IA

L'industrie musicale dénonce un pillage massif par les géants de l'IA et réclame des compensations. Des initiatives émergent, comme en Suède, et la Sacem négocie avec les acteurs du secteur. Mais les discussions sont complexes.

« Les sacrifiés de l'IA » : dans son documentaire, Henri Poulain révèle les coulisses d'une industrie qui exploite la misère humaine

écouter (8min)



IA responsable, IA raisonnée, IA de confiance, IA transparente, IA éthique, IA fondée sur l'humain, IA compliant, IA au service de l'humain, IA frugale, ...

## L'éthique de l'IA : la foire aux principes

- Rapport de la CNIL (2017)** : 2 principes fondateurs (loyauté, vigilance) et 3 principes d'ingénierie (intelligibilité, responsabilité, intervention humaine)
- Lignes directrices de l'UE (2018)** : 4 impératifs éthiques (autonomie humaine, prévention des atteintes, équité, explicabilité) source de l'IA « de confiance » caractérisée par 7 principes (dont la transparence, la diversité, la responsabilité, la robustesse, le respect de la vie privée...).
- Recommandation de l'UNESCO (2021)** : 8 principes similaires aux lignes de l'UE + la dignité humaine
- Conseil d'État (2022)** : 7 principes (primauté humaine, performance, équité et non-discrimination, transparence, sûreté, soutenabilité environnementale et autonomie stratégique)
- Cour des Comptes (2024)** : 7 principes (transparence, primauté humaine, explicabilité et responsabilité, équité et non-discrimination, sécurité et robustesse, politique de gestion des données pour assurer le respect de la vie privée, ambition de contribuer au bien-être sociétal et environnemental)
- Transfert vers la déontologie. Charte sur l'utilisation de l'IA générative dans les services du premier ministre (sept. 2025)** : neutralité, transparence, confidentialité, responsabilité, prise en compte des enjeux environnementaux, concertation et accompagnement.

## Une application : droit et éthique de l'intelligence artificielle

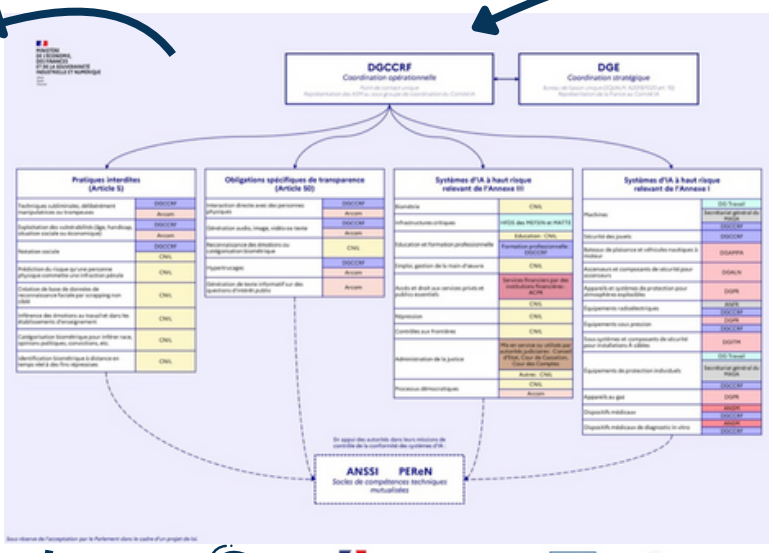


2

## Le droit

- Interne
- International
- Régional (AI Act)

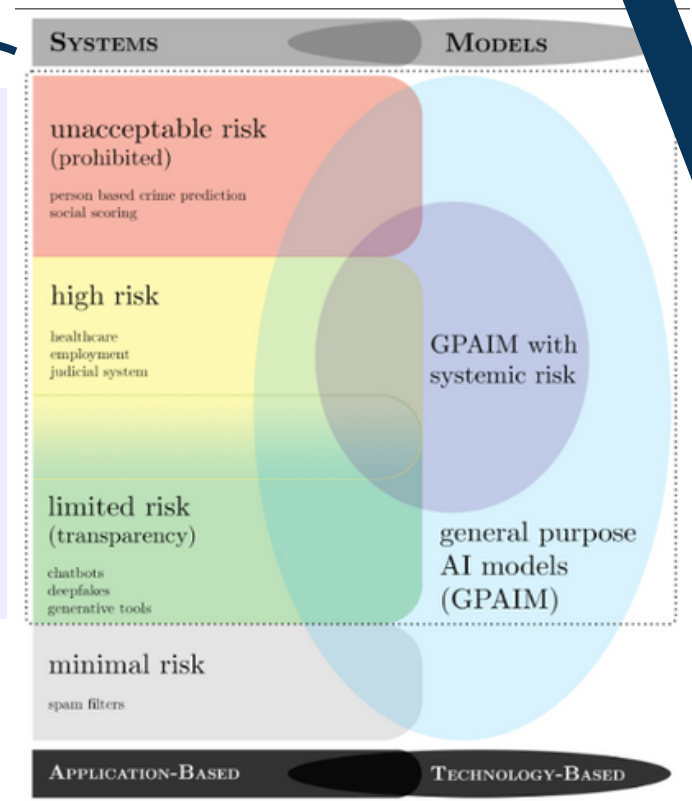
- ❌ Sécurité nationale, défense, activités militaires
- ❌ Coopération internationale
- ❌ Recherche et développement scientifique
- ❌ Usages personnels et non pro
- GO! Identification biométrique à distance en temps réel pour la recherche de certaines victimes
- GO! Identification biométrique à distance en temps réel pour la prévention de menaces graves et imminente
- GO! Identification biométrique à distance en temps réel pour localiser un suspect d'une infraction punie de 4 ans de prison au -
- GO! IA de reconnaissance des émotions dans le cadre médical et de la sécurité



EVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU NUMERIQUE EN FRANCE ET ANALYSE PROSPECTIVE

Evaluation environnementale des équipements et infrastructures numériques en France

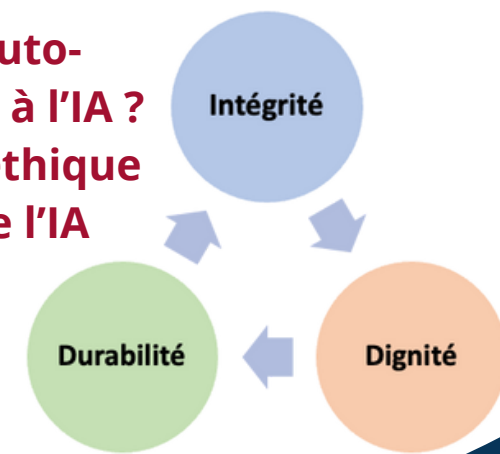
19 janvier 2022



3

## L'auto-détermination des usagers

Comment s'auto-déterminer face à l'IA ?  
3 piliers d'une éthique principale de l'IA



Dépasser l'approche principale

RALENTIR  
RÉFLÉCHIR  
RECONSIDÉRER



## Régulation : quelques propositions concrètes au-delà de l'AI Act

- Raisonnement par analogie avec le droit des réseaux sociaux et interdire leur usage avant 16 ans (Loi du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne)
- Étendre le devoir de vigilance aux fournisseurs de systèmes d'IA dès 10M de CA mondial annuel, sans critère de nombre de salariés (Loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre & directive CS3D)
- Créer une obligation d'évaluation préalable de tout système d'IA déployé par l'État, les CT ou leurs groupements et les EP en dépendant, analogue à celle prévue aux articles L122-4 et suivants du Code de l'environnement
- Intégrer les risques liés au déploiement et à l'usage de l'IA dans les risques faisant l'objet du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP, art. 4121-3 du Code du travail)
- Rendre obligatoire l'adoption d'une charte d'usage de l'IA au sein de chaque entité employeuse

- Des adaptations sectorielles des régimes juridiques pertinents
- Une faible harmonisation internationale
- Des initiatives régionales posant des « cadres » économiques et conceptuels complexes
- Des inquiétudes grandissantes quant aux enjeux énergétiques, environnementaux et sociaux de l'IA
- Une (très) faible assise éthique

